



AVENIR DU GROUPE EDF

EDF a besoin d'une régulation refondée restaurant son modèle économique, et non d'apprentis sorciers !

Face aux spéculations sur l'avenir d'EDF, la CFE Énergies exige que l'on se pose les bonnes questions pour éviter raccourcis et illusion des mécanos capitalistiques. Parce qu'EDF est avant tout confrontée à un problème de modèle économique, la priorité est de bâtir de nouvelles régulations qui favorisent l'investissement industriel et restaurent sa trajectoire financière. Après avoir défini une Programmation Pluriannuelle de l'Énergie (PPE) responsable au plan climatique, économique et industriel, c'est à cela que le Gouvernement doit consacrer son énergie.

Depuis l'automne 2017, les rumeurs de presse et bruits de couloirs se succèdent autour de la volonté présumée du Président de la République de réformer en profondeur EDF, voire de le démanteler en isolant le nucléaire du reste de l'entreprise. Elles font écho aux scénarii de certains banquiers d'affaires qui, s'inspirant des échanges d'actifs entre les énergéticiens allemands E.On et RWE, rêvent d'une opération de restructuration qui leur offrirait des opportunités de business et de commissions.

La CFE Énergies n'a de cesse de dénoncer ces spéculations bien éloignées de l'intérêt général et des **véritables enjeux de la politique énergétique que sont la sécurité d'alimentation électrique du pays, la décarbonation de l'économie, le développement des filières industrielles de l'énergie et des nombreux emplois associés, et la compétitivité énergétique comme le pouvoir d'achat des Français.** Dans cette équation technico-financière, le modèle intégré du groupe EDF est clairement un atout.

La CFE Énergies considère que les problèmes actuels d'EDF sont moins des questions de structure que de modèle économique, avec des problèmes récurrents de recettes. De surcroît, la trajectoire financière d'EDF est la résultante des choix récurrents de l'État qui s'avèrent dévastateurs, et ce depuis 2004 : dividendes disproportionnés, soutien aveugle à la concurrence par un ARENH générateur d'effets d'aubaine, trajectoire tarifaire politisée déconnectée de l'impératif de couverture des coûts, TURPE sous calibré...

Il est donc grand temps qu'au-delà d'une PPE responsable donnant la visibilité nécessaire à l'industrie du temps long qu'est l'industrie nucléaire et plus largement énergétique, l'État définisse les régulations qui sont essentielles au financement des investissements massifs qu'EDF va devoir réaliser, tout en révisant ses exigences en matière de dividendes.

Régulations du nucléaire et des réseaux, réforme en profondeur ou suppression pure et simple de l'ARENH, établissement d'un prix du carbone en ligne avec les engagements climatiques de la France, évolution des tarifs réglementés de l'électricité...

L'État doit d'urgence engager ces réformes régulatrices et en assumer les conséquences sur les prix de l'électricité. Pour la CFE Énergies, financer les investissements et restaurer le modèle économique d'EDF, c'est garantir aux Français la compétitivité des prix de l'électricité dans la durée.

Contact presse : Alexandre GRILLAT - alexandre.grillat@cfe-energies.com

**L'ALLIANCE CFE UNSA ÉNERGIES,
100 % LIBRES... 100 % VOUS!**

CFE-CGC ÉNERGIES
59 rue du Rocher
75008 PARIS
www.cfe-energies.com
presse@cfe-energies.com